

Found at: <http://www.habitants.org/article/articleview/1606/1/444/>
Les expulsés de l'Afrique

[Top level](#) [Homepage \(fr\)](#) [Habitants d'Afrique](#)

Author: [mariella](#)

Publishing date: 06.02.2006 19:34



par [Andrea Trentini](#)

L'embellissement des villes africaines: les pauvres traités comme des déchets

En Afrique, les principales villes deviennent de plus en plus élégantes, mais au détriment des pauvres. Au Nigeria, le président Obasanjo a lancé fin novembre 2005 une opération d'expulsion parmi les plus violentes et massives connues au niveau mondial. Les démolitions et les expulsions concernent en effet plus de 4 millions d'habitants, sur un total de 7 millions dans la capitale fédérale Abuja. Sur ordre du ministre Mallam Nasir El Rufai, les fonctionnaires de la Federal Capital Development Authority, assistés de l'armée, de la police et de bulldozer, ont commencé à détruire maisons, écoles, hôpitaux, églises et les mosquées à Abuja.

En réaction à cette décision, des centaines d'associations locales d'habitants, de femmes, des organisations non gouvernementales, des personnalités, les Eglises elles-mêmes, ont rompu le silence et se mobilisent autour d'un appel lancé par la "Nigeria Zero Eviction Coalition", qui demande l'arrêt des démolitions et des expulsions, le dédommagement et le relogement immédiat des personnes expulsées, et l'institution d'une commission d'enquête.

Nigeria: la solidarité rompt le silence

La mobilisation est coordonnée par l'International Alliance of Inhabitants qui, à travers son coordinateur, invite à adhérer "online" à cet appel qui, outre l'arrêt des démolitions, demande l'interruption des privatisations et du "master plan" de Abuja et le gel de tous les investissements étrangers (G8, Banque Mondiale, FMI, Union Européenne) dont les effets entraîneraient la violation des droits de l'homme, et notamment du droit au logement.

"La question urbaine est en train d'exploser en Afrique. Quand on parle de régimes dictatoriaux comme le Zimbabwe, l'Occident intervient, mais là où l'intérêt pour le pétrole est fort, comme c'est le cas au Nigeria, tout est passé sous silence. Même l'agence de l'ONU pour l'Habitat s'est mobilisée seulement après le début de notre campagne, et a rencontré la Nigeria Zero Eviction Coalition. Et, finalement, l'occident aussi, qui a bâti un mur de silence, semble se rendre compte de ce drame. Déplorant le bombardement international de courriers électroniques, l'[Africa Department Foreign and Commonwealth Office](#) a écrit à l'[IAI](#), l'informant que le Royaume Uni était en train d'intervenir auprès du gouvernement du Nigeria. Un intérêt important, mais encore des réticences sur les responsabilités et les complicités" a déclaré Cesare Ottolini, coordinateur de l'International Alliance of Inhabitants.

"C'est pourquoi chaque signature est importante car elle est envoyée directement à 400 responsables à différents niveaux. De cette façon, nous devenons vraiment des citoyens du Monde – souligne Ottolini. Au Zimbabwe aussi, à faire date du 19 mai 2005, l'Opération Murambatsvina - soit «balayer les ordures» - a conduit à l'expulsion de plus de 700.000 personnes. A la suite de la mobilisation locale et internationale, et notamment de la campagne «Rétablir le droit au logement au Zimbabwe», a eu lieu fin juin la visite de l'Envoyée spéciale des Nations Unies, chargée d'enquêter sur ces événements, et qui a recommandé de bloquer immédiatement l'Opération. Une deuxième Opération, Garikai, qui a pour but la reconstruction, se déroule entre critiques et résultats très limités, comme l'on a vu au workshop de l'IAI au Forum Social de l'Afrique Méridionale du 13 au 15 octobre 2005, lors duquel a été présentée la campagne «Expulsions Zéro» qui intègre la proposition de création d'un Fond Populaire pour le droit à la terre et au logement.

Kenya: après le blocage des expulsions, la discussion sur la dette extérieure

Au Kenya, dans la partie riche de la capitale Nairobi, où se trouvent les ambassades et où vivent les représentants du gouvernement, a eu lieu le 23 septembre 2005 la démolition du bidonville de Deep Sea où Franco Cellana, père de la Consolata, travaille depuis plusieurs années. La mobilisation internationale et locale immédiate a obtenu les excuses des autorités locales et le démarrage de la reconstruction sur place.

A la même période, le samedi 1 octobre, une manifestation, proposée par 30 pasteurs et prêtres de la zone de Dandora et Korogocho s'est déroulée pour demander le déplacement de la décharge du bidonville de Dandora.

La campagne «W Nairobi W!» fait pression sur la situation de l'habitat à Nairobi et demande depuis presque deux ans l'annulation de la dette extérieure du Kenya et l'utilisation des ressources correspondantes pour la réhabilitation des logements et la rénovation urbaine des bidonvilles. Une fois obtenu le blocage des expulsions, qui ont menacé 300.000 personnes en mars 2004, les promoteurs de la Campagne se sont donné pour objectif de peser sur les noeuds structurels qui réduisent les gens à vivre dans des bidonvilles: la régularisation et la redistribution de la terre, parallèlement à des programmes d'amélioration habitationnelle et urbaine. "Les expulsions forcées sont une menace permanente et sans la propriété de la terre les habitants du Kenya n'ont pas la possibilité de vivre dignement." écrit la Campagne qui, début janvier 2006, a tenu une réunion officielle avec les représentants du Ministère des Affaires Etrangères et du Ministère du Trésor italiens de laquelle a émergé la disposition de ces ministères à la réalisation d'un fond de conversion de la dette entre le Kenya et l'Italie, qui serait géré de manière bilatérale, avec la participation directe de la société civile italienne et kényane.

Vers un système d'alerte internationale contre les expulsions

Les ressources récupérées iront dans un Fonds pour la terre et l'amélioration de l'habitat dans les deux bidonvilles de Nairobi, dans le cadre d'une expérimentation pilote, pour garantir la sécurité du logement et des résultats stables dans le temps. Le droit au logement et les moyens pour créer un système d'information et d'alerte sont à l'ordre du jour de la session africaine du World Social Forum du 19 au 24 janvier à Bamako au Mali, qui rassemble des organisations et des personnes de l'Afrique entière qui travaillent chaque jour pour casser le cercle vicieux de la pauvreté et de injustices économiques.

(Elaboration : L'Adige, Orizzonti dal Mondo, rubrique du lundi sous la direction d'Unimondo)

Receivers email:

*

Your email:

*

Send

| [Send this article to a friend](#) |